



## PRÉFET DU VAR

PRÉFECTURE  
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'environnement et du développement durable  
MS

Toulon, le **31 JAN. 2018**

### ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

portant modification des conditions d'exploitation  
de la carrière, sise lieu-dit « Pont du Duc », sur le  
territoire de la commune de FRÉJUS – Société  
CEMEX Granulats Rhône Méditerranée

Le préfet du Var,  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 23 août 2016 nommant M. Jean-Luc VIDELAINE  
préfet du Var ;

Vu l'arrêté n°2017/68/PJI du 28 septembre 2017 portant délégation de signature à M. Serge JACOB,  
secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1988 autorisant la SAS CEMEX Granulats Rhône  
Méditerranée à exploiter les installations de traitement de matériaux situées au lieu-dit « Pont du  
Duc » sur le territoire de la commune de Fréjus ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 1999 modifié, autorisant la société sablières et entreprises  
MORILLON CORVOL Rhône Méditerranée (absorbée par la société CEMEX Granulats Rhône  
Méditerranée en 2005) à exploiter la carrière du Pont du Duc à Fréjus ;

Vu la demande de la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée, réceptionnée le  
7 décembre 2016, portant sur le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de roches  
massives rhyolitiques du Pont du Duc à Fréjus, de l'autorisation d'exploiter des installations de  
traitement de matériaux et une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux  
inertes sur le même site et l'enquête publique s'y rapportant qui s'est tenue en mairie de Fréjus du  
22 novembre 2017 au 22 décembre 2017 ;

Considérant que l'inspection des installations classées propose un avis favorable à cette demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation spécialisée « Carrières » se tiendra après la date de fin d'exploitation de la carrière arrivant à échéance le 2 février 2018 ;

Considérant qu'il y a lieu de donner une suite favorable au rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 janvier 2018 et à sa proposition de prolonger le délai de validité de l'autorisation actuelle de cette installation classée ;

L'exploitant consulté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### Article 1

La SAS CEMEX GRANULATS RHÔNE MEDITERRANEE dont le siège social est situé 2, rue du Verseau – Silic 423 – 94583 RUNGIS Cedex est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, dès notification, concernant l'exploitation de la carrière de rhyolite qu'elle exploite au lieu-dit « Pont du Duc », sur le territoire de la commune de FRÉJUS.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 février 1999 modifié autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Pont du Duc » à FRÉJUS restent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### Article 2

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 16 juin 2016 modifiant les dispositions de l'arrêté complémentaire du 13 août 2014 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 février 1999 sont annulées et remplacées par les suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 2 mai 2018 inclus. Cette durée inclut la remise en état. L'extraction devra s'arrêter trois mois avant l'échéance de la présente autorisation. »

### Article 3

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté complémentaire du 16 juin 2016 modifiant les dispositions de l'arrêté complémentaire du 13 août 2014 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 février 1999 sont annulées et remplacées par les suivantes :

#### « Article 7.1 – Garanties Financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

## Article 7.2 – Montant des garanties financières

Le montant de la garantie financière de remise en état de la carrière est fixé à 293 050 euros pour la période d'exploitation de février 2018 à mai 2018.

L'indice TP01 de référence pour calculer ce montant est l'indice TP01 = 104,1 de juin 2015 (multiplié par le coefficient de raccordement de 6,5345)

## Article 7.3 – Document attestant de la constitution des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières susvisées sera adressé au préfet du Var, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le document sera établi conformément au modèle réglementaire fixé par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

## Article 7.4 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans le cas où l'indice TP01 viendrait à augmenter de plus de 15% sur la période de février 2018 à mai 2018, et ce dans les six mois qui suivent cette variation.

## Article 7.5 – Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières (augmentation du coût de remise en état) doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

## Article 7.6 – Absence des garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunération de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors. »

## Article 4

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Fréjus pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire.

Cet arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture ([www.var.gouv.fr](http://www.var.gouv.fr)) pour une durée identique à l'adresse suivante.

## Article 5

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'acte;
- pour les tiers, le délai de recours est de quatre mois à compter de l'affichage en mairie.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

## Article 6

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, au sous-préfet de Draguignan et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Serge JACOB